Les militants et la presse communiste : fabriquer, diffuser, lire l'Humanité, de la Libération aux années 1970

Paul Boulland

▶ **To cite this version:**

Paul Boulland. Les militants et la presse communiste : fabriquer, diffuser, lire l'Humanité, de la Libération aux années 1970. Christian Delporte; Claude Pennetier; Jean-François Sirinelli; Serge Wolikow. L'Humanité de Jaurès à nos jours, Nouveau Monde Editions, 2004. halshs-02136265

HAL Id: halshs-02136265
https://shs.hal.science/halshs-02136265

Submitted on 22 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les militants et la presse communiste : fabriquer, diffuser, lire *l'Humanité,* de la Libération aux années 1970

Paul Boulland

Dans le Parti communiste français, on parle de « notre presse » ou de « notre Huma » comme pour signifier qu'acheter, lire ou diffuser *l'Humanité* sont autant de gestes qui scellent, à divers degrés, l'appartenance à la communauté communiste. Nous essaierons d'éclairer plus précisemment ce rôle central en étudiant les pratiques militantes et ces nombreux gestes qui construisent les figures du militantisme communiste et dont le journal est l'outil quotidien. Nous poserons tout d'abord la question des modalités de la lecture militante et de l'attente des militants à l'égard du journal communiste. Nous nous appuierons ensuite sur les recherches que nous menons sur les cadres communistes[1] pour étudier leur implication dans la diffusion ou la fabrication du journal, et pour interroger la place de *l'Humanité* dans la construction des itinéraires et des identités communistes.

Lectures militantes

La lecture reste difficile à évaluer, car les chiffres de la diffusion traduisent avant tout les variations de l'acte d'achat du journal. Toutefois en amont de la lecture, cet acte lui-même possède une signification militante et agit comme une étiquette ; il matérialise aussi bien une filiation qu'une appartenance revendicative. Dans son récit autobiographique, Bernard Ruhaud[2] nous en offre une illustration, en évoquant les injonctions de son père, militant communiste de Nanterre, qui se faisait un devoir de faire acheter un exemplaire du journal à chaque membre de la famille et encourageait son fils à lire puis à abandonner le sien sur les banquettes du métro, afin qu'il profite à d'autres lecteurs. Les responsables du parti en ont largement conscience, comme le signale un rapport au secrétariat du parti :

> « Pour beaucoup de travailleurs parisiens, l'Humanité est encore resté le journal sérieux et estimé, mais « rasoir ». On ne le lit qu'aux grandes occasions ou on l'achète le dimanche, pour marquer sa sympathie

[1] Cette communication s'appuie sur les enquêtes du Maitron et sur des recherches en cours pour ma thèse d'Histoire contemporaine, sous la direction de M. J.-L. Robert : *Cadres et encadrement des fédérations communistes de Paris et de banlieue parisienne, des années 1950 aux années 1970, ,* CHS XX^{ème} siècle (Paris 1/CNRS).

[2] Ruhaud B. *La première vie*, Stock, Paris, 2000.

au vendeur et à travers lui, au Parti, pour lequel on a voté et même souvent, dont on est militant plus ou moins actif. »[3]

De fait, l'évaluation de la lecture nous fait pénétrer dans le cercle des adhérents voire des militants[4], c'est-à-dire des adhérents qui consacrent un minimum de temps à l'activité politique, ne serait-ce que par la lecture du journal. La lecture de l'organe du parti figure au premier rang des devoirs du militant lorsqu'il pénètre dans l'institution[5]. Cette exigence a toujours existé, et lors du 17ème Congrès[6], il fut même envisagé de l'inscrire dans les statuts de l'organisation. Pour le parti, le lecteur communiste de *l'Humanité* se doit d'être un lecteur assidû, qui puise quotidiennement dans le journal les arguments pour renforcer sa conviction et son attachement au communisme. De nombreux articles, tracts ou brochures viennent rappeler cet effort d'assimilation idéologique et de formation politique. Le devoir de lecture se décline aussi en diverses obligations, comme par exemple celle de continuer de lire *l'Humanité* sur leur lieu de vacances, rappelée en 1965, par une campagne massive.

Dans les faits toutefois, l'intensité et la régularité de la lecture croissent avec l'engagement militant. La lecture quotidienne et exhaustive du journal est surtout une pratique des cadres, et plus encore des permanents. Alors que pour les adhérents la lecture de *l'Humanité* peut constituer un acte militant en soi, pour les cadres, elle est une condition nécessaire de la pratique militante. Par la lecture des publications communistes, ils sont censés acquérir quotidiennement les arguments du parti et plus globalement user de la propagande comme d'une « boussole ». Les cadres font dans les écoles centrales l'apprentissage d'une lecture attentive de la presse communiste. Ils s'y exercent par des prise de notes ou par la rédaction de comptes rendus. En 1946, un cours de l'école centrale d'un mois fournit diverses instructions sur la façon de lire le quotidien communiste :

« Pour lire l'Humanité : Chaque matin, avant d'aller au travail, parcourir les articles essentiels pour connaître les titres et repérer les articles essentiels, à lire les premiers. Le matin, au plus tard à midi, avoir lu les articles de fond (Cachin, Cogniot, etc…), les procès-verbaux du Bureau politique, les appels du Comité central, les comptes rendus de discours des responsables du Parti. Le soir avoir lu tout le journal et mis de côté les articles utiles pour répandre les arguments du Parti.[7] »

[3] Rapport de Charles Garcia, secrétaire des CDH, daté du 02/01/1947, Archives Maurice Thorez, AP624/45, Archives Nationales.
[4] Pourl'analyse du cercle des lecteurs de l'Humanité, nous renvoyons aux travaux d'Annie Kriegel notamment Kriegel A. (avec la collaboration de Bourgeois G.) *Les communistes français, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985.
[5] Voir C. Pennetier, B. Pudal, « Du Parti bolchévik au parti stalinien » in Dreyfus M., Groppo B., Ingerflom C., Lew R., Pennetier C., Pudal B., Wolikow S. (dir.), *Le siècle des communismes*, Paris, Editions de l'Atelier, 2000.
[6] Sources
[7] Cours de l'école centrale d'un mois en 1946, Archives André Marty, CHS AM 20, Centre d'Histoire sociale du XXème siècle.

L'essentiel des cadres effectue sérieusement ce travail de lecture, stylo en main, et nourrit ainsi la rhétorique d'autres articles dans la presse locale, celle des discours et des prises de paroles publiques, mais aussi des rapports ou des courriers internes.

Conséquence importante, la disparité des pratiques de lecture contribue à la fracture entre cadres et militants de base. Dans leurs rapports sur les conférences de section, les cadres fédéraux font le compte rendu des débats parmi les délégués des cellules[8]. Selon eux les « incompréhensions » sur la ligne du parti, sont le fait d'interlocuteurs qui n'ont pas lu la presse avec toute l'attention nécessaire. Ils critiquent le manque d'informations des militants de base, et apprécient au contraire les « bonnes discussions », au cours desquelles interviennent des délégués préparés au débat par leurs lectures. Cette fracture explique également le rôle de la lecture de *l'Humanité* comme critère dans les processus de disqualification politique. Jusque dans les années 1960, on pourra mettre en cause un militant qui ne lit pas l'Huma, ou qui lit la presse bourgeoise. Même si une libéralisation de la lecture s'impose progressivement à partir des années 1960, autorisant la lecture des journaux non communistes, celle de *l'Humanité* reste un passage obligé et avant les années 1960-1970, seuls les dirigeants nationaux et les intellectuels accédaient légitimement à plus d'indépendance dans leurs lectures. On le voit par la masse de dossiers de presse conservés dans les archives privées de ces dirigeants. Toutefois la pratique des revues de presse se généralise vers la fin des années 1960 chez les dirigeants fédéraux, notamment les secrétaires fédéraux[9].

Crises de la lecture

Si la lecture de *l'Humanité* apparaît comme un impératif essentiel pour la vie du Parti communiste c'est bien sûr parce qu'on lui attribue le rôle de ciment idéologique. Toutefois on peut se poser à l'inverse la question de l'attente des militants à l'égard du journal, de la confiance ou au contraire de la distance qu'ils manifestent à l'égard de l'information fournie. La crise qui affecte le monde communiste en 1956 offre sur cette question un observatoire intéressant car elle met à l'épreuve le rapport profond des militants à « leur presse ».

A l'occasion des conférences de section de la fédération Seine-Sud[10], toute une série de délégués met en effet en cause la qualité et la rapidité de l'information dans *l'Humanité*. Certains regrettent que la lecture du rapport Krouchtchev n'ait pu se faire que dans la presse

[8] Archives de la fédération communiste de Seine-Sud, Archives départementales du Val-de-Marne.
[9] Fonds du secrétariat fédéral de Marcel Zaidner, Archives de la Fédération communiste de Seine-Sud, Archives départementales du Val-de-Marne.
[10] Archives de la fédération communiste de Seine-Sud, Archives départementales du Val-de-Marne.

bourgeoise, d'autres dénoncent une information trop lente ou tronquée sur les événements de Hongrie. Ces réactions, ainsi que des courriers reçus directement par le journal sont signalées dans un rapport de Gaston Viens aux membres du Bureau politique[11]. Elles contraignent Maurice Thorez à faire une mise au point sur le sujet lors de son discours de clôture à la conférence fédérale de Seine-Sud en 1956. Face aux critiques, les cadres défendent le journal et battent en brèche les arguments de défiance. Ils répondent par leur maîtrise de la ligne et des réponses avancées par le journal, qui leur fournissent les arguments d'autorité dans le débat.

Une posture de lecteur critique se dessine donc, très différente du lecteur idéal défini par l'institution partisane. Une part des militants au moins, n'attend pas du journal des arguments d'espoir mais des faits pour juger. Ils souhaitent que « leur Huma » fournisse une information objective et exhaustive. Toutefois, en même temps que se manifeste cette distance critique, s'exprime aussi un attachement très fort à l'égard de l'organe du parti. L'un d'entre eux, par exemple, tout en exprimant de dures critiques, regrette de n'avoir pu participer à la défense des locaux du journal au soir du 7 novembre 1956. Les arguments du journal communiste ne suffisent pas à éteindre les oppositions, mais la force de cohésion de l'Huma reste en partie effective, comme lieu d'un attachement identitaire voire affectif. Il est de plus intéressant de constater qu'en 1968, à l'occasion d'une autre crise internationale, le parti a gardé la mémoire de cette défiance. De nombreux délégués des cellules se félicitent de la qualité et de la rapidité de l'information dans *l'Humanité* sur les événements de Tchécoslovaquie. A cette occasion, le journal exprime le regard critique du parti français, à la satisfaction des militants.

L'Humanité, objet des pratiques militantes

L'Humanité n'occupe pas les militants par la seule lecture. La vente elle-même, mais aussi la gestion de la diffusion, sont des tâches militantes essentielles dans la vie du journal et du parti. Vendre le journal communiste projette les militants sur une scène à la fois publique et anonyme, par un acte militant qui renforce leur engagement dans les rangs de l'organisation et leur appartenance à la communauté communiste. Affecté à son poste fixe, l'*Humanité-dimanche* plaquée sur la poitrine, le militant donne corps au parti dans les rues et dans le territoire, il incarne la présence locale du PCF. Les autres modes de diffusion (porte-à-porte, affichage ou diffusion plus ou moins clandestine dans l'entreprise) exigent eux-aussi un travail sur soi pour acquérir les attributs d'une attitude militante. La vente de la presse

[11] Rapport de Gaston Viens daté du 21/12/1956, Archives Maurice Thorez, AP624/42, Archives Nationales.

implique que les communistes aillent au devant de la population et portent aussi la politique du parti en engageant la discussion avec les acheteurs, et c'est un pas que tous les adhérents ne sont pas prêts à franchir. Dans ses souvenirs, Stanislas Tomkiewicz évoque ainsi son malaise de jeune militant intellectuel contraint de pénétrer l'intimité des foyers pour les ventes au porte-à-porte[12].

L'importance de la diffusion militante, surtout pour l'édition du dimanche, est ainsi double : essentielle à la commercialisation du journal, et donc à la diffusion de la politique communiste, elle permet aussi d'impliquer les militants auprès de l'organisation. En fonction du niveau d'engagement des adhérents et donc de leur implication dans les tâches pratiques, la diffusion peut d'ailleurs connaître d'importantes variations locales ou entre les cellules. En certaines occasions, comme lors des saisies du journal pendant la guerre d'Algérie, la diffusion du quotidien requiert même une mobilisation exceptionnelle des militants, pour colporter les éditions de substitution, publiées dans l'urgence et acheminées sans l'appui des circuits traditionnels.

Photographié[13], filmé[14] ou mis en récit dans la fiction littéraire[15], le diffuseur de *l'Humanité* est une figure essentielle du militantisme communiste, une figure représentée et valorisée. Symboles de la fidélité au parti par leur attachement au journal et à sa diffusion, les diffuseurs de *l'Humanité* sont de véritables pivots de l'identité communiste, parmi les leurs comme à l'extérieur. Dans les années 1950, une publication destinée aux CDH de la Seine, intitulée « Servir l'Huma » illustre cette valorisation. Dans ce petit journal de quatre pages grand format, de très nombreuses photographies montrent les diffuseurs lors d'une vente de masse. Le plus jeune diffuseur, âgé de de 13 ans, et le plus ancien, âgé de 72 ans, sont mis en avant, aux côtés des remises de cartes d'honneur de CDH ou des nécrologies de militants diffuseurs. En diverses occasions, les meilleurs diffuseurs sont également récompensés par des cadeaux, remis solennellement aux militants.

Le parti doit aussi pouvoir gérer dans ses instances la diffusion du journal. La « santé » d'une cellule, d'une section ou d'une fédération sont évaluées au travers de la diffusion de la presse, qui traduit l'écho de la politique du parti auprès de la population et l'implication des militants dans la vie du parti. A tous les échelons de l'institution, des fonctions spécifiques sont donc dévouées au bon fonctionnement de la diffusion. En retour,

[12] Tomkiewicz S., *C'est la lutte finale, etc…*, La Martinière, Paris, 2003.
[13] Par exemple les clichés de R. Doisneau.
[14] *La Terre fleurira*, Film de Henri Aisner, Cinquantenaire de *l'Humanité*, 1954, voir Girault J., « *La Terre fleurira*, Le Parti communiste français et le cinéma au début des années 1950 », in *Des communistes en France (années 1920-années 1960)*, Girault J. (dir), Publications de la Sorbonne, Paris, 2002.

les succès rencontrés par les responsables locaux ou fédéraux peuvent motiver certaines promotions dans l'organisation. D'après René Piquet, ancien secrétaire du PCF, les progrès de *l'Humanité* dans sa fédération auraient ainsi contribué à sa promotion au Comité central[16]. On retrouve également ce critère dans les appréciations portées sur les militants, qu'ils soient reconnus comme de bons diffuseurs ou comme de bons organisateurs de la diffusion. Un autre exemple montre l'importance de la diffusion dans les rapports d'encadrement et d'évaluation hiérarchique dans le Parti communiste : en 1969, dans un rapport au secrétariat fédéral, un cadre ouvrier de Seine-Saint-Denis avoue incidemment payer de sa poche un certain nombre d'invendus, afin de maintenir des chiffres de diffusion plus acceptables[17].

Dans certains cas, gérer la diffusion c'est aussi s'assurer que le bénéfice de la vente parvienne dans les caisses du journal. Cela ne va pas sans des difficultés ou des conflits, qui ont laissé de nombreuses archives dans les organismes locaux. Les sanctions contre les coupables pouvaient aller jusqu'à l'exclusion, même si on constate une certaine indulgence pour les militants poussés par des difficultés sociales et financières.

Les militants et la fabrication du journal

En dehors de la diffusion, l'entreprise de presse elle-même fonctionne en grande partie à l'aide de militants employés par le journal. Nous n'évoquerons pas les journalistes, qui sont une catégorie militante et professionelle spécifique, mais plutôt tous les salariés qui travaillaient quotidiennement à la réalisation du journal ou contribuaient à son fonctionnement. Un très grand nombre d'entre eux se recrutaient dans l'immense vivier militant de la banlieue rouge. Les questionnaires biographiques conservés dans les fédérations permettent aujourd'hui de repérer ces standardistes, sténo-dactylo, gardiens, cyclistes ainsi que certains rédacteurs ou différents employés. Ils permettent de plus de suivre les processus de leur recrutement. A la Libération, les réseaux issus de la clandestinité et la solidarité envers les militants victimes de la guerre, servaient de canaux de recrutement. Dans les années 50 et 60, cette solidarité s'exerçaient plutôt en direction de militants en situation précaire ou victimes de leur action militante.

Qu'elles soient portées par les organismes du parti ou spontanées, toutes les candidatures étaient examinées par les instances partisanes. Dans leur parcours professionnel, les employés du journal restaient même soumis au contrôle politique et organisationnel. En

[15] Par exemple Daix P., *Les embarras de Paris*, Editeurs français réunis, Paris, 1956.
[16] Entretien avec René Piquet, le O4/02/2004.
[17] Dossiers de la section Aulnay-sous-Bois, Archives de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis.

mars 1947, alors que s'amorce une phase de crise pour l'entreprise[18], un rapport au secrétariat du parti dresse le bilan de l'ensemble du personnel du journal, mêlant appréciations politiques et professionnelles[19]. Selon les catégories, l'importance des critères politiques paraît toutefois variable. Alors que pour des collaborateurs comme les dessinateurs ou ceux des rubriques hippiques et sportives on se contente de mentionner leur éventuelle appartenance au Parti, pour les personnels techniques, de mauvaises appréciations politiques apparaissent disqualifiantes. Ce rapport montre également le maintien de salariés utilisés pour le secrétariat de dirigeants comme Cachin ou Cogniot, tandis que quelques uns sont considérés comme des « pensionnés de l'Huma », porteurs de l'esprit de dévouement au journal auprès des jeunes générations. Dans d'autres documents[20], on trouve également les traces, dans les annéees 40, d'un système d'évaluation des rédacteurs, sous la forme d'appréciations de quelques lignes, semblables à celles qui existaient dans le parti.

On le voit, le militant salarié de l'Huma est sous la double autorité de ses responsables politiques et professionnels, ce qui exacerbe parfois les situations de conflits. Ceci est particulièrement vrai pour les emplois techniques (secrétariat, gardiennage, etc), que les militants occupent rarement plus de quelques années, car « le parti » et ses instances viennent souvent parasiter les rapports salarié-employeur. Toutefois, il convient d'indiquer qu'à partir des années 1960, le recrutement des salariés de *l'Humanité* gagne en indépendance, entre autre grâce à l'avènement de nouvelles méthodes de gestion partisane que les responsables assimilent volontiers à une « gestion des ressources humaines »[21].

Des militants de l'Humanité ?

Face à l'omniprésence du fait partisan dans le travail mené autour et dans le journal, une question reste posée : qu'ils soient engagés dans la diffusion militante ou dans la fabrication du journal, dans quelle mesure les militants communistes sont-ils des « militants de *l'Humanité* » ? On l'a vu, la diffusion, est un acte impliquant. Le topos du « vieux CDH » ou du « fidèle vendeur » renvoient à des incarnations bien réelles de la constance militante, associées à cette pratique intense et fortement valorisée. Acte militant par excellence, souvent premier geste de la biographie politique et valeur refuge de l'énergie militante pour les plus anciens, la diffusion de *l'Humanité* prolonge l'acte d'appartenance communiste, et concrétise

[18] Voir la communication de Patrick Eveno.
[19] Rapport daté du 06/03/1947, Archives Maurice Thorez, AP624/45, Archives Nationales.
[20] Questionnaires biographiques conservés à la fédération communiste du Val-de-Marne.
[21] Entretien avec Marcel Zaidner, le 04/03/2003.

l'engagement. Toutefois, cette fidélité, cet « apostolat[22] », est parfois une forme de repli[23]. Pour les plus anciens qui convertissent leur énergie militante dans ce travail de base, mais aussi pour tout un tissu de militants qui, consciemment ou non, maintiennent par là un engagement minimal et restent hors des processus de promotion[24].

Au fil de l'intégration des militants à l'institution communiste, le travail en direction de *l'Humanité* perd de sa centralité. Encadrer la diffusion dans les sections ou les fédérations est une tâche politique parmi d'autres, qui ne s'attache pas à un profil social, générationnel ou militant particulier[25]. Elle ne requiert que des compétences d'organisateur. Dans la trajectoire des cadres intermédiaires, on constate plutôt une certaine perméabilité entre les domaines d'activité. Globalement le travail d'encadrement prédomine dans la constitution d'une identité fondée sur l'acquisition d'un statut institutionnel, celui de cadre communiste. De même, si les cadres continuent de diffuser régulièrement *l'Humanité-Dimanche*, cette pratique s'intègre à un répertoire d'activités considérablement élargi par leurs diverses responsabilités.

Un certain nombre d'employés du journal eux-même, construisent avant tout leur engagement en direction du parti et selon les impératifs d'un idéal militant défini par l'institution. C'est par exemple le cas d'un rédacteur de *l'Humanité* qui dans un rapport autocritique rédigé dans le cadre d'une enquête de sa fédération en 1949, évoque ses responsabilités de collaborateur du journal avant tout comme des responsabilités de militant communiste[26]. Il reconnaît même qu'être rédacteur à *l'Humanité* renforce sa responsabilité dans les organismes du parti. Pour certains cadres ouvriers il est même difficile de s'adapter à des tâches qu'ils jugent trop bureaucratiques et trop éloignées des tâches politiques. En 1966, un militant ouvrier de Saint-Denis devenu directeur des ventes du journal, confie ainsi dans une lettre à sa direction fédérale son souhait de retrouver des responsabilités de permanent de section[27].

A l'inverse, l'espace professionnel ouvert par l'administration de la presse du Parti constitue pour d'autres une véritable opportunité. Même si le jeu des appréciations ou des recommandations politiques est important, les secteurs d'organisation savent aussi gérer des compétences professionnelles. Certains militants ouvriers, parviennent dès lors à reconvertir

[22] Fajon E., *Ma vie s'appelle liberté*, Robert Laffont, Paris, 1976.
[23] Voir *Marges et replis dans la gauche française et le mouvement ouvrier : l'apport des itinéraires militants*, journée d'étude organisée dans le cadre du programme « Prosopographie des militants », CHS XX^{ème} siècle, Paris, 2002.
[24] Voir par exemple Robrieux P., *Histoire interieure du Parti communiste*, tome 2, Fayard, Paris, 1982, p 382.
[25] Etude menée sur un corpus de 48 responsables de la diffusion de *l'Humanité* dans les sections de la banlieue nord, entre 1962 et 1972.
[26] Dossiers de la section Saint-Ouen, Archives de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis.
[27] Dossiers de la section La Courneuve, Archives de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis.

en capital professionnel durable des compétences acquises au fil de l'expérience politique. Il deviennent des professionnels de la presse et multiplient les emplois dans les journaux du parti ou dans ceux des organisations de masse. Toutefois, au fil de la période, ce sont progressivement des professionnels tout court qui s'imposent, portés par un capital scolaire et professionnel directement adapté à ces fonctions. L'élargissement de la base sociale du parti, notamment dans les années 1960, remet en cause les logiques de promotion de cadres ouvriers.

Il semble finalement que les formes d'attachement spécifique à *l'Humanité* se nourrissent surtout du prestige qui accompagne la contribution au contenu du journal, plus qu'à son fonctionnement ou à sa diffusion. Etre appelé à prendre la parole dans l'organe du parti, avec toute la gradation des types d'articles (brève, récit informatif, article de fond ou théorique, etc) est vécu comme une reconnaissance. Ecrire pour *l'Humanité* est sans aucun doute l'une des tâches militantes les plus implicantes et les plus valorisantes. Dans les années 50, le réseau des correspondants locaux de l'Humanité alors à son apogée, comptait ainsi 4000 militants alimentant intensément le journal en informations, articles et même en photographies[28]. On pourrait également évoquer les responsables des pages locales de l'Humanité-Dimanche dans les fédérations. Pas toujours très valorisée dans la hiérarchie des directions fédérales, cette responsabilité permet pourtant de repérer les compétences de futurs cadres ou de futurs journalistes, et elle reste une expérience marquante pour les militants. De fait, pour les cadres ouvriers issus de la promotion partisane autant que pour les intellectuels, la responsabilité d'un article ou d'une rubrique est chargée d'une forte rétribution symbolique. Pour les premiers, elle s'inscrit dans une dynamique de valorisation par l'institution partisane de qualités intellectuelles et scolaires frustrées[29]. Pour les seconds, c'est la légitimation dans le parti de leur statut d'intellectuel. Ce prestige rejaillit d'autant plus sur les plus hauts responsables de la rédaction, dont les noms restent attachés à l'histoire du journal. Dans les souvenirs de Roland Leroy par exemple, la reconstruction auto-biographique met *l'Humanité* au cœur d'une trajectoire et d'une identité communiste individualisée, en reliant les souvenirs de la première lecture, à ceux de la première diffusion du journal et plus tard à ses responsabilités à la direction[30].

[28] Témoignage de Michel Tartakowsky lors de la table-ronde « Les archives des entreprises de presse : le cas du journal *l'Humanité* », 16/03/2004, Archives départementales de Seine-Saint-Denis.
[29] Voir Pudal B., *Prendre Parti*, Presses de la FNSP, Paris, 1989.
[30] Leroy R., *La quête du bonheur*, Grasset, Paris, 1996, p 99 et suivantes.

L'exemple de ce cheminement mémoriel et auto-biographique traduit finalement la force de cohésion de *l'Humanité* dans la communauté communiste. En pénétrant par mille biais dans le quotidien individuel, elle permet à chaque communiste d'ancrer sa démarche et sa trajectoire dans le collectif partisan et laisse donc toujours une trace plus ou moins profonde dans l'identité ou la mémoire des militants communistes. A chaque instant, le journal fait surgir auprès d'eux les références qui construisent leur engagement : la ligne politique sans doute, mais au-delà une culture et une histoire collective. Dans toutes les strates de la communauté communiste, le journal contribue donc à mettre en acte appartenance et cohésion.